



Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Dixième réunion

Genève, 4-6 décembre 2018

Point 15 de l'ordre du jour provisoire

Utilisation des ressources financières et en nature en 2017-2018

Utilisation des ressources financières et en nature aux fins de la mise en œuvre du plan de travail pour la période 2017-2018

Rapport du secrétariat

Résumé

Le présent rapport a été établi par le secrétariat pour donner suite à la demande formulée par la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels à sa neuvième réunion (ECE/CP.TEIA/32, par. 87). Il contient des informations sur l'utilisation des ressources financières et en nature fournies par les Parties à la Convention pour la période 2017-2018.



1. À sa neuvième réunion (Ljubljana, 28-30 novembre 2016), la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels) a approuvé le budget relatif au plan de travail de la période 2017-2018. Elle a demandé au secrétariat d'élaborer un rapport similaire, dans la mesure du possible, sur l'utilisation des ressources pendant l'exercice biennal 2017-2018 pour examen à sa dixième réunion (ECE/CP.TEIA/32, par. 87).

2. Conformément à cette demande, le présent rapport contient des informations sur l'utilisation des ressources financières et des contributions en nature fournies au titre de la Convention. Il répertorie aussi toutes les Parties, tous les autres États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et toutes les organisations internationales qui ont fourni des contributions financières ou en nature aux fins de la mise en œuvre d'activités au titre de la Convention au cours de la période 2017-2018. Tous les chiffres relatifs aux dépenses sont fondés sur les données qui étaient disponibles en juin 2018 dans Umoja, le système de gestion administrative de l'ONU, et sur des estimations ou projections provisoires établies par la suite.

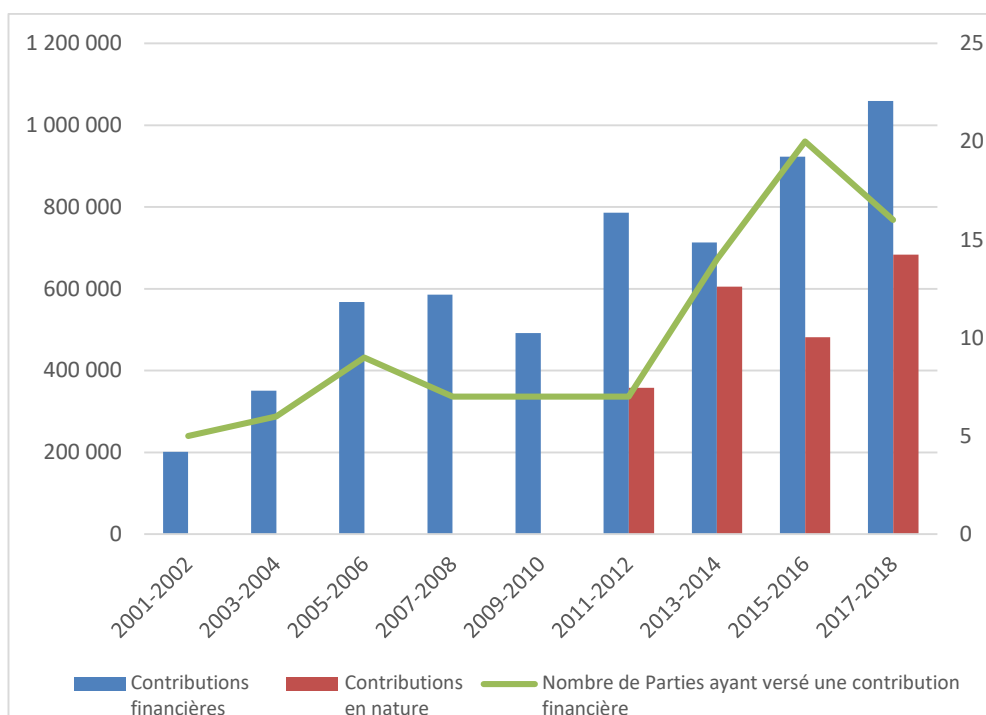
3. Au cours de l'exercice biennal 2017-2018, les Parties ont versé au principal fonds d'affectation spéciale de la Convention des contributions financières d'un montant total de 789 863 dollars des États-Unis (voir tableau 1)¹. Ce montant inclut une contribution de la Suisse destinée à la mise en œuvre en 2018 d'un projet de renforcement de la sécurité des activités minières – en particulier dans les installations de gestion des résidus – au Kazakhstan et dans d'autres pays d'Asie centrale, pour lequel de nouvelles dépenses sont envisagées pour 2019. En ce qui concerne la contribution de la Belgique (Région flamande), qui s'élève à 36 179 dollars, 25 287 dollars ont été utilisés aux fins prévues, le solde étant comme convenu restitué au donateur. En plus de ses contributions au principal fonds d'affectation spéciale de la Convention, la Fédération de Russie s'était également engagée en 2016 à verser 265 550 dollars dans un fonds d'affectation spéciale distinct aux fins de l'exécution d'un projet visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention et l'adhésion à cet instrument en Asie centrale pendant la période 2016-2019. Étant donné que la plupart des dépenses afférentes à ce projet ont été engagées au cours de l'exercice biennal 2017-2018, elles font, ainsi que les recettes, l'objet d'un rapport à la dixième réunion de la Conférence des Parties. Le montant total des contributions versées par les Parties aux deux fonds d'affectation spéciale pour la période 2017-2018 s'élève à 1 059 255 dollars². Des contributions supplémentaires d'un montant total de 91 638 dollars ont été versées par la Norvège et la Pologne à la fin de 2016 pour l'exercice biennal 2017-2018, ce qui a porté à 1 150 893 dollars le montant total des contributions versées pour la période couverte par le plan de travail 2017-2018. La figure ci-après montre l'évolution des contributions financières au cours des dix-huit années écoulées depuis l'entrée en vigueur de la Convention.

¹ Il faut y ajouter 3 754 dollars au titre des intérêts nets et des gains de change.

² Dont 10 892 dollars seront restitués au Gouvernement flamand (Belgique), comme indiqué ci-dessus.

Contributions financières (2001-2018) et contributions en nature (2011-2018) biennales

(En dollars des États-Unis)



Note : Les chiffres inscrits sur l'axe des ordonnées correspondent aux montants en dollars ; les chiffres inscrits verticalement à droite correspondent au nombre de Parties.

4. Au cours de l'exercice biennal 2017-2018, les Parties et d'autres parties prenantes ont également apporté des contributions en nature, en fournissant des services d'experts ou un financement direct pour l'organisation de différentes réunions et manifestations au titre de la Convention, pour un montant total d'environ 683 250 dollars (voir tableau 1)³. Les Parties ci-après ont apporté des contributions en nature : Allemagne, Autriche, Bélarus, Belgique (Région flamande), Fédération de Russie, Finlande, Hongrie, Kirghizistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Tadjikistan, Tchéquie et Union européenne (y compris, entre autres, la Banque européenne d'investissement et le Centre commun de recherche de la Commission européenne). Des contributions en nature similaires ont été faites par le Centre pour les situations d'urgence et la réduction des risques de catastrophe en Asie centrale, la Commission internationale pour la protection du Danube, le Conseil interétatique sur la sécurité industrielle de la Communauté d'États indépendants, le Groupe conjoint de l'environnement Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Pendant l'exercice biennal, la coopération avec les centres régionaux pour l'environnement s'est poursuivie. Des représentants du milieu universitaire, notamment de l'Université technique d'Ostrava (Tchéquie) et de l'Université technique nationale de Dnipro (Ukraine), ainsi que d'organisations non gouvernementales telles que Eco-Peace ont également contribué à la mise en œuvre du plan de travail. La société GCE Group (Fédération de Russie) a également apporté sa contribution, notamment en organisant en 2017 une séance consacrée à la Convention sur les accidents industriels au cours de son forum annuel. En sus des contributions financières versées au Fonds d'affectation spéciale de la Convention, les contributions en nature apportées au cours de l'exercice biennal ont grandement contribué à la mise en œuvre du programme de travail.

³ Il n'a pas été possible de recenser toutes les contributions en nature.

5. Outre les contributions en nature énumérées ci-dessus, des membres élus ou nommés des organes subsidiaires ont joué un rôle très important en participant aux réunions de ces organes et en faisant mieux connaître la Convention lors de différentes manifestations. Outre les réunions ordinaires du Bureau et des trois groupes restreints créés sous ses auspices – le groupe restreint sur l'évaluation des risques, le groupe restreint sur les communications et le groupe restreint sur la stratégie à long terme à l'horizon 2030 –, le Groupe de travail de l'application et le Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels ont mené des activités pendant l'exercice biennal.

6. Au cours de l'exercice biennal, presque tous les pays des sous-régions visées ont bénéficié d'ateliers sous-régionaux organisés pour l'Europe du Sud-Est, l'Europe orientale et le Caucase, et l'Asie centrale. En outre, des activités nationales ont été menées au titre du programme d'aide au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ukraine.

7. On trouvera au tableau 2 le solde du principal fonds d'affectation spéciale de la Convention aux 31 décembre 2016 et 2017 et au 30 juin 2018, ainsi que le solde prévu au 31 décembre 2018. Les fonds destinés au projet de renforcement de la sécurité industrielle en Asie centrale ont été en grande partie consacrés à l'organisation d'activités ; le solde devrait être utilisé pour l'achèvement des activités, l'évaluation externe et le rapport final, avant la fin officielle du projet en mars 2019.

8. Le tableau 3 présente un aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives. Le tableau 4 présente le détail des dépenses par activité au titre des deux fonds d'affectation spéciale de la Convention, notamment une comparaison entre dépenses prévues et dépenses effectives. Il s'agit aussi bien des dépenses effectuées directement au titre des fonds d'affectation spéciale⁴ que des dépenses couvertes par des contributions en nature apportées par les Parties, dont la valeur a été exprimée en dollars⁵. Outre les dépenses engagées au titre des fonds d'affectation spéciale de la Convention jusqu'en juin 2018, les tableaux 3 et 4 présentent également des projections détaillées des dépenses relatives aux activités qui ont été ou devraient être exécutées entre juillet et décembre 2018. Les différences mineures entre les totaux figurant dans les tableaux s'expliquent par l'utilisation, pour la période allant de juillet à décembre 2018, d'estimations de dépenses fondées sur des projections, et également par le fait que les fonds destinés à certaines activités menées en 2017 avaient déjà été engagés et comptabilisés au cours de l'exercice biennal précédent. En raison du passage à Umoja, les informations financières relatives au plan de travail 2019-2020 que le secrétariat présentera à la Conférence des Parties comprendront les dépenses agrégées par rubriques pour chacun des fonds d'affectation spéciale de la Convention, à savoir les charges de personnel, les services contractuels, les subventions, les frais de voyage, les charges d'exploitation et les autres charges directes, ainsi que l'appui au programme. Il ne sera plus possible de fournir une liste détaillée pour chaque activité.

⁴ Au 30 juin 2018.

⁵ Les hypothèses suivantes, exprimées en dollars, ont été faites, sur la base des montants indicatifs pour l'estimation des ressources nécessaires à l'exécution du plan de travail et l'évaluation des contributions en nature adoptés par la Conférence des Parties à sa septième réunion (ECE/CP.TEIA/24, annexe I, appendice) : a) organisation d'un atelier : 30 000 dollars ; b) organisation d'une réunion conjointe du Bureau et du Groupe de travail de l'application : 7 500 dollars ; c) organisation d'une réunion du Bureau ou du Groupe de travail : 5 000 dollars ; d) organisation d'une réunion d'une équipe spéciale : 2 500 dollars ; e) fourniture de services d'experts à l'appui des activités du programme d'aide : 2 000 dollars ; f) frais de voyage des experts : 1 000 dollars.

Tableau 1
**Contributions financières aux fonds d'affectation spéciale de la Convention reçues
 au cours de l'exercice biennal 2017-2018 (au 16 octobre 2018)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Source</i>	<i>Contributions financières</i>	<i>Valeur approximative des principales contributions en nature</i>
Albanie	816	–
Allemagne	68 567	324 000
Autriche	13 348	8 500
Bélarus	–	32 000
Belgique (Région flamande) ^a	36 179	50 000
Bulgarie	4 200	–
Croatie	6 000	–
Fédération de Russie ^f	269 392	3 000
Finlande	–	15 000
France	95 703	–
Grèce ^b	–	–
Hongrie	–	46 500
Kirghizistan	–	2 500
Monténégro ^c	–	–
Norvège ^d	103 470	–
Pays-Bas	66 303	3 000
Pologne ^e	10 000	11 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	–	5 500
Serbie	3 000	–
Slovénie	9 662	17 700
Suède	–	37 000
Suisse	256 960	18 000
Tadjikistan	–	2 000
Tchéquie	25 520	6 000
Union européenne, y compris la Banque européenne d'investissement	80 298	88 350
Intérêts créditeurs du principal fonds d'affectation spéciale de la Convention	9 839	–
OSCE	–	13200
Total	1 059 255	683 250

^a Le Gouvernement flamand (Belgique) a versé une contribution financière totale de 36 179 dollars, dont 25 287 dollars ont été dépensés aux fins prévues, à savoir financer au moyen du fonds d'affectation spéciale de la Convention les frais de voyage de participants prévus originaires d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est, d'experts, d'un fonctionnaire et d'un consultant. Comme convenu avec le Gouvernement flamand, les fonds restants sont restitués au donateur.

^b Contribution financière annoncée de 1 000 euros, demande de paiement envoyée.

^c Contribution financière annoncée de 500 euros, demande de paiement envoyée.

^d En décembre 2016, la Norvège a versé au titre de 2017 des contributions financières supplémentaires d'un montant de 81 638 dollars.

^e En décembre 2016, la Pologne a versé au titre de 2017 une contribution financière supplémentaire de 10 000 dollars.

^f Dont 3 837 dollars d'intérêts créditeurs.

Tableau 2

Solde des fonds d'affectation spéciale de la Convention (montants effectifs au 30 juin 2018 et projections)

(En dollars des États-Unis)

<i>Période</i>	<i>Montant total des recettes^a</i>	<i>Montant total des dépenses</i>	<i>Solde</i>
31 décembre 2016 (solde)	–	–	716 213 ^b
Année 2017	366 715	276 113	806 815
Janvier à juin 2018	375 317	160 013	1 022 119
Juillet à décembre 2018 (projections)	47 830 ^c	280 000	789 949
Total 2017-2018	789 862	716 126	

^a Montant total des recettes, y compris les contributions reçues et les intérêts créditeurs pour l'année civile en question.

^b Dont des contributions reçues en décembre 2016 au titre de 2017 (81 638 dollars de la Norvège et 10 000 dollars de la Pologne).

^c Comprend les contributions reçues de l'Autriche, de la Bulgarie, de la Croatie, des Pays-Bas et de la Serbie. En outre, des demandes de versement ont été envoyées au Monténégro et à la Grèce pour des contributions de respectivement 500 dollars et 1 000 euros.

Tableau 3

Aperçu comparatif des dépenses prévues et des dépenses effectives

(En dollars des États-Unis)

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Dépenses effectives et projections de dépenses^a</i>	<i>Valeur estimée des contributions en nature^b</i>
I. Activités de base au titre de la Convention	955 000	136 593	339 700
II. Activités d'aide au titre de la Convention	1 155 000	186 700	343 550
III. Dépenses de personnel	1 311 500	659 192	–
Total (englobant toutes les activités et toutes les catégories de personnel)	3 421 500	982 485	683 250

^a Comprend les dépenses engagées au titre du principal fonds d'affectation spéciale de la Convention et du fonds d'affectation spéciale pour le projet de renforcement de la sécurité industrielle en Asie centrale, pour les activités menées entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 juin 2018, et les projections de dépenses pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2018 (voir tableau 4).

^b Comprend les contributions en nature des Parties et d'autres parties prenantes, comme indiqué au tableau 4.

9. Plusieurs activités prévues n'ont pas été menées à bien pendant l'exercice biennal. En ce qui concerne l'échange d'informations, le guide d'application de la Convention destiné à toutes les Parties n'a pas été élaboré, faute de mise à disposition des fonds nécessaires. Toutefois, des orientations ciblées pour la mise en œuvre de la Convention par les pays d'Asie centrale ont été élaborées au titre du programme d'aide, dans le cadre du projet visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention et l'adhésion à cet instrument en Asie centrale. En outre, le système d'établissement en ligne des rapports nationaux d'exécution qui était prévu n'a pas été conçu, car aucun financement n'y avait été alloué. En ce qui concerne les autres activités, la consultation visant à permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du système de notification des accidents industriels de la CEE s'est tenue en ligne, également pour des raisons financières. En ce qui concerne le programme d'aide, il n'a pas été possible de donner suite au projet relatif au delta du Danube pour achever le plan d'urgence commun et faciliter l'élaboration d'un protocole entre la République de Moldova, la Roumanie et l'Ukraine, aucun financement n'ayant été

fourni à cette fin. Enfin, il n'a pas été possible, faute de ressources extrabudgétaires suffisantes, de financer un poste d'agent des services généraux.

10. Le budget de l'exercice biennal s'élevait à 3 421 500 dollars, tandis que le montant total des dépenses effectives et prévues et de la valeur des contributions en nature s'est établi à 1 665 735 dollars.

11. Les recettes de l'exercice biennal ont été supérieures aux dépenses, ce qui se traduit par une augmentation attendue du solde des fonds d'affectation spéciale à la fin du présent exercice biennal, qui devrait s'établir à 789 949 dollars, contre 716 213 dollars à la fin de l'exercice précédent.

Tableau 4
Détails des dépenses de l'exercice biennal 2017-2018

Activités prévues au titre du plan de travail			Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
Domaine d'activité	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
I. Activités de base au titre de la Convention						
Participation des Parties et des autres parties prenantes	Communication ciblée (lettres d'information, communiqués de presse, brochures, site Web, participation à des forums)	15 000	Les activités de communication suivantes ont été menées : Communiqués de presse, articles d'information et mise à jour continue du site Web Traduction de différents documents dans les langues officielles de la CEE Mise en page, publication et impression du <i>Document d'orientation sur l'aménagement du territoire, le choix des sites d'activités dangereuses et les aspects de sécurité s'y rapportant</i> (financé par le budget ordinaire de l'ONU) Réalisation de la vidéo <i>From Sandoz to Sendai: From managing disasters to managing risks</i> (De Sandoz à Sendai : de la gestion des catastrophes à la gestion des risques), en coopération avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR) Réalisation de la vidéo <i>The benefits of enhanced coordination and cooperation between land-use planning and industrial safety</i> (Les avantages résultant du renforcement de la coopération et de la coordination entre les organismes chargés de l'aménagement du territoire et de la sécurité	– 3 600 – – –	Services d'experts fournis par le Bélarus, la Slovénie, le Tadjikistan, la Commission internationale pour la protection du Danube et la société Danube Logistics (République de Moldova) La Banque européenne d'investissement a financé la vidéo réalisée par l'ONG Zoï Environment Network	6 000 10 000 (prévision)

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			industrielle), en coopération avec l'ONG Zoï Environment Network et les secrétariats du Comité du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE et de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo) et de son Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale (financement fourni par la Banque européenne d'investissement)			
			Réimpression de publications, à savoir une brochure sur la Convention sur les accidents industriels, « Cross-border concerns, shared strategies » (Préoccupations transfrontières, stratégies communes) et les <i>Safety Guidelines and Good Practices for Oil Terminals</i> (Lignes directrices en matière de sécurité et bonnes pratiques concernant les terminaux pétroliers), les <i>Safety Guidelines and Good Practices for Pipelines</i> (Lignes directrices en matière de sécurité et bonnes pratiques concernant les oléoducs) et les <i>Safety guidelines and good practices for tailing management facilities</i> (Lignes directrices en matière de sécurité et bonnes pratiques concernant les installations de gestion des résidus), et première impression de publications initialement publiées sous forme électronique, à savoir <i>Benchmarks in the implementation of the UNECE Convention on the Transboundary Effects of Industrial Accidents</i> (Repères pour l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels) et <i>Convention on the Transboundary Effects of Industrial Accidents: A Summary in</i>		En 2017, la Suède a fourni des contributions en nature pour la maquette et la réimpression des publications, ce qu'elle fera également pour la première impression des publications en 2018	
				-		20 000 (prévision)

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			<i>Cartoons</i> (Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels : un résumé en bande dessinée)			
			Envoi des publications et dépenses connexes	388		
	Visites de travail et missions de haut niveau dans les États parties	9 000	Participation du Bureau ou du secrétariat aux activités suivantes :			
			Visite de travail à l'Union européenne dans le cadre de la réunion du Groupe d'experts Seveso, tenue à Bruxelles le 19 janvier 2017 (frais de voyage et indemnité de subsistance pour un fonctionnaire du secrétariat)	282		
			Quinzième Forum sur la sécurité industrielle, tenu à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie) le 31 mai 2017, comprenant une séance consacrée à la Convention sur les accidents industriels (dépenses résiduelles liées à la participation d'un fonctionnaire du secrétariat, les frais de voyage et d'hébergement étant pris en charge par les organisateurs)	310	Frais de voyage et services d'experts pris en charge par la Hongrie, en complément des frais de voyage et d'hébergement d'un universitaire ukrainien et d'un fonctionnaire du secrétariat pris en charge par GCE Group	3 000
			Visite de travail à l'Union européenne dans le cadre de la dixième réunion de la Communauté d'utilisateurs sur des sociétés sûres, sécurisées et résilientes, à l'occasion de la Journée des risques d'accident majeur, et de la réunion du Groupe d'experts Seveso tenue à Bruxelles du 6 au 8 mars 2018 (frais résiduels pour un fonctionnaire du secrétariat, en complément de la contribution en nature fournie par l'Union européenne)	1 040	La Commission européenne a pris en charge les frais de voyage et les indemnités journalières de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat participant à la réunion du 6 mars 2018	500
			Visite de travail à l'Union européenne à Bruxelles, le 18 mai 2018, immédiatement après l'atelier sur l'aménagement du territoire et la sécurité industrielle organisé les 16 et	–		

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			17 mai 2018 (frais de voyage et de subsistance de deux fonctionnaires du secrétariat et du Conseiller régional de la CEE pour l'environnement, imputés au budget ordinaire de l'ONU)			
			Visite de travail à Berlin et Dessau (Allemagne), du 26 au 28 avril 2018 (frais résiduels de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat, en complément du financement fourni par l'Allemagne)	314		
	Visites de travail auprès d'autres parties prenantes	6 000	Quinzième réunion du Conseil interétatique sur la sécurité industrielle de la Communauté d'États indépendants à Khoudjand (Tadjikistan), les 14 et 15 septembre 2017 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat imputés au budget ordinaire de l'ONU)	–		
			Seizième réunion du Conseil interétatique sur la sécurité industrielle de la Communauté d'États indépendants à Tsaghkadzor (Arménie), les 3 et 4 septembre 2018 (frais de voyage et de séjour d'un fonctionnaire du secrétariat)	1 161		
			Exposé sur la Convention à l'occasion de la réunion annuelle du Groupe de travail sur la santé et la sécurité des institutions financières de développement et des agences de crédit à l'exportation de la Banque européenne d'investissement, tenue à Luxembourg le 24 septembre 2018 (frais de voyage et hébergement d'un consultant pour le suivi du projet de conseil financé par la Banque européenne d'investissement)	–		
Total partiel		30 000		7 095		39 500

Domaine d'activité	Activités prévues au titre du plan de travail		Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
Échange d'informations	Échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les Parties, par exemple au sujet des méthodes d'évaluation des risques	30 000	Activité mise en œuvre dans le cadre de la dixième réunion de la Conférence des Parties	—		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer					
	Élaboration d'un guide d'application de la Convention	45 000	Activité non mise en œuvre faute de contributions financières			
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer			—		
Élaboration d'un système d'établissement en ligne des rapports nationaux d'exécution	Élaboration d'un système d'établissement en ligne des rapports nationaux d'exécution	20 000	Activité non mise en œuvre faute de contributions financières			
	<i>Organe d'appui</i> : Groupe de travail de l'application					
	Activités consécutives à l'élaboration d'orientations sur la sécurité et l'aménagement du territoire : établissement de la version définitive des orientations et organisation d'un séminaire consacré à l'échange de données d'expérience, éventuellement sur la base d'études de cas		Atelier sur l'aménagement du territoire et la sécurité industrielle à Malines (Belgique), les 16 et 17 mai 2018 (frais de voyage et frais résiduels de subsistance pour des participants d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale, ainsi que pour un consultant et un fonctionnaire du secrétariat, financés par le Gouvernement flamand (Belgique) ; frais de voyage de l'expert imputés au fonds d'affectation spéciale ; frais de voyage supplémentaires de deux fonctionnaires du secrétariat imputés au budget ordinaire de l'ONU)			Le Gouvernement flamand (Belgique) a organisé la réunion et pris en charge l'hébergement et les repas des participants d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale ; la Banque européenne d'investissement a financé les services d'un consultant chargé d'organiser l'atelier et de réaliser, en coopération avec le Zoï Environment Network, la vidéo sur les avantages d'une meilleure coordination et coopération entre les organismes chargés de l'aménagement du territoire et de la sécurité industrielle
	<i>Pays/organisation d'appui</i> : la Belgique (Région flamande) et	70 000		23 000		73 000

Domaine d'activité	Activités prévues au titre du plan de travail		Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
	l'Union européenne/la Banque européenne d'investissement, éventuellement en coopération avec les parties prenantes à la Convention d'Espoo et à son Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, et le Comité du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE					
	Élaboration de directives de sécurité et recensement de bonnes pratiques relatives à la rétention des eaux d'extinction d'incendie, dans le cadre du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels	40 000	Élaboration de directives de sécurité et recensement des bonnes pratiques du secteur en matière de gestion et de rétention des eaux d'extinction d'incendie, par le groupe d'experts de la rétention des eaux d'extinction (voir ci-après, au titre des réunions du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels)	—		
	<i>Pays chef de file :</i> Allemagne					
	Renforcement, dans les universités, des connaissances sur la sécurité industrielle : en Ukraine, approfondissement des connaissances des étudiants et des enseignants en ce qui concerne la sécurité de la gestion des résidus et examen de la législation (2017)	40 000	Table ronde tenue le 7 février 2017 à Kiev, dans le cadre du projet sur le renforcement, dans les universités, des connaissances en matière de sécurité de la gestion des résidus (frais résiduels de subsistance relatifs au déplacement d'un fonctionnaire du secrétariat, les frais de voyage et de logement ayant été pris en charge par l'Allemagne)	152	L'Allemagne a financé le projet en nature (montant approximatif des dépenses en 2017)	50 000

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>		<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>				<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
	<i>Pays chef de file :</i> Allemagne		Atelier final du projet sur le renforcement, dans les universités, des connaissances en matière de sécurité de la gestion des résidus, tenu à Dnipro (Ukraine) le 18 mai 2017 (frais résiduels de subsistance relatifs au déplacement d'un fonctionnaire du secrétariat, les frais de voyage et de logement ayant été pris en charge par l'Allemagne)	152		
	Activités multilatérales visant à améliorer la préparation aux accidents industriels et les mesures d'intervention en réponse à ceux-ci, comprenant notamment une activité bilatérale menée par l'Arménie et la Géorgie	300 000 (estimation)	Mises en œuvre en juillet 2018 dans le cadre du projet sur l'amélioration de la sécurité des installations de gestion des résidus en Arménie et en Géorgie			
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui :</i> à déterminer					
	Deux exercices d'intervention transfrontières supervisés par le Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels : entre la Pologne et l'Allemagne sur l'Oder (4 et 5 septembre 2017) et entre la Hongrie et ses voisins (premier semestre 2018)		Exercice d'intervention transfrontière entre l'Allemagne et la Pologne sur l'Oder et séminaire international sur la rétention des eaux d'extinction d'incendie à Slubice (Pologne) du 4 au 6 septembre 2017 (frais de voyage et de subsistance pour quatre experts originaires d'Europe orientale et du Sud-Est et d'Asie centrale et pour un fonctionnaire du secrétariat, et subvention pour des services de réunion et de restauration)		L'Allemagne a financé en nature l'organisation de cet exercice	
	<i>Pays chefs de file :</i> Allemagne et Hongrie, agissant conjointement avec les commissions fluviales concernées	200 000 (estimation)		8 703		30 000

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			Exercice d'intervention face à une pollution accidentelle des eaux du Danube ayant des effets transfrontières potentiels, organisé à Százhalombatta (Hongrie), le 2 octobre 2018 (les frais de voyage et de logement du consultant du secrétariat ont été couverts par la Hongrie)	–	La Hongrie a organisé cet exercice et l'a financé en nature	30 000
Total partiel		745 000		32 007		183 000
Partenariats stratégiques	Coopération avec l'OCDE sur la réduction des risques d'accidents technologiques provoqués par des catastrophes naturelles (organisation d'un atelier de l'OCDE en Allemagne en 2018, dans le cadre du Forum sur les situations d'urgence environnementale ; mise en commun de bonnes pratiques) <i>Organe d'appui</i> : Bureau Réunions avec les organisations partenaires, y compris d'autres organismes des Nations Unies, pour coordonner les activités communes	5 000	Atelier ONU/OCDE sur la gestion des risques d'accidents technologiques provoqués par des catastrophes naturelles, tenu à Potsdam (Allemagne) du 5 au 7 septembre 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat et d'un consultant)	2 500		
		10 000	Vingt-septième réunion du Groupe de travail de l'OCDE sur les accidents chimiques à Paris, du 10 au 12 octobre 2017 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat imputés au budget ordinaire de l'ONU)	–		
			Réunion d'experts de l'UNISDR sur le cadre d'évaluation des risques au niveau mondial, tenue à Genève les 20 et 21 novembre 2017	–		

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			Réunion de coordination interinstitutions sur les accidents industriels tenue à Cardiff (Royaume-Uni) le 29 mai 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat)	1 227		
			Consultation mondiale d'experts de l'UNISDR sur l'avant-projet de stratégie mondiale pour le renforcement des capacités à l'appui de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), tenue à Genève les 14 et 15 mars 2018	–		
			Réunion du dispositif sous-régional de l'UNISDR pour la réduction des risques de catastrophe, tenue à Erevan, les 26 et 27 juin 2018, y compris un exposé sur la Convention pendant les séances consacrées aux accidents technologiques provoqués par une catastrophe naturelle et une déclaration sur l'aménagement du territoire (frais de voyage et de subsistance du Directeur de la Division de l'environnement de la CEE imputés au budget ordinaire de l'ONU)	–		
			Vingt-huitième réunion du Groupe de travail de l'OCDE sur les accidents chimiques, tenue à Paris du 23 au 25 octobre 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat imputés au budget ordinaire de l'ONU)	–		
		15 000		3 727		
Financement	Réunions de donateurs et visites bilatérales <i>Organe d'appui</i> : Bureau	15 000	Voir les éléments indiqués ci-dessus, à la rubrique « Visites de travail et missions de haut niveau dans les États parties »	–		
	Total partiel	15 000		–		–

Domaine d'activité	Activités prévues au titre du plan de travail		Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
Examen de la Stratégie à long terme	Élaboration d'une stratégie à long terme (à l'horizon 2030) portant notamment sur la communication et l'ouverture de la Convention à des pays extérieurs à la région de la CEE <i>Organe d'appui</i> : Bureau	10 000	Stratégie à long terme et stratégie de communication, d'information et de sensibilisation élaborées par le Bureau, en coopération avec le secrétariat			
Total partiel		10 000				
Service d'organes intergouvernementaux et de groupes d'experts	Dixième réunion de la Conférence des Parties		Dixième réunion de la Conférence des Parties, prévue à Genève du 4 au 6 décembre 2018, y compris un séminaire sur les méthodes d'évaluation des risques (frais de voyage et de subsistance des participants et experts originaires d'Europe orientale et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale couverts par l'Allemagne, la Norvège, la Slovaquie et la Suisse)	50 000 (projection)	L'Autriche et la Slovaquie organiseront une réception pendant la dixième session de la Conférence des Parties.	7 200
	Réunions du Bureau (dont une réunion conjointe avec le Groupe de travail de l'application)	20 000	Les réunions suivantes ont été tenues : Trente-quatrième réunion du Bureau à Genève, les 30 et 31 janvier 2017, et trente-cinquième réunion du Bureau, tenue conjointement avec la réunion du Groupe de travail de l'application à Genève, le 31 janvier 2017 (frais de voyage et de subsistance d'un membre du Bureau originaire d'Europe du Sud-Est)	1 297		
			Trente-sixième réunion du Bureau à Varsovie, les 4 et 5 juillet 2017 (frais de voyage et de subsistance d'un membre du Bureau originaire	2 280	La Pologne a accueilli la réunion du Bureau	5 000

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			d'Europe du Sud-Est et d'un fonctionnaire du secrétariat, en sus d'une contribution provenant du budget ordinaire pour les frais de voyage d'un fonctionnaire)			
			Réunion du groupe restreint du Bureau sur l'évaluation des risques, tenue à Berne le 29 septembre 2017 (frais de voyage d'un membre du secrétariat)	240		
			Trente-septième réunion du Bureau à Hernstein (Autriche), les 30 et 31 janvier 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un membre du Bureau originaire d'Europe du Sud-Est et d'un fonctionnaire du secrétariat, et frais de voyage de deux autres fonctionnaires du secrétariat, imputés au budget ordinaire)	1 933	L'Autriche a accueilli la réunion du Bureau	5 000
			Trente-huitième réunion du Bureau à Berne, les 26 et 27 juin 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat, et frais de voyage d'un autre fonctionnaire du secrétariat, imputés au budget ordinaire), immédiatement après la réunion du groupe restreint du Bureau sur le financement, tenue le 25 juin 2018	1 164	La Suisse a accueilli la réunion du Bureau	5 000
			Trente-neuvième réunion du Bureau à Genève, le 3 décembre 2018 (les frais de voyage et de subsistance d'un membre du Bureau originaire d'Europe du Sud-Est et participant également à la dixième réunion de la Conférence des Parties ont été inclus dans les dépenses prévues pour la dixième réunion de la Conférence des Parties)	–		
	Réunions du Groupe de travail de l'application	20 000	Les réunions suivantes ont été tenues :			
			Trente-troisième réunion du Groupe de travail de l'application, tenue à Genève le 1 ^{er} février	3 585		

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			2017, et trente-deuxième réunion du Groupe de travail, tenue conjointement avec celle du Bureau à Genève, le 31 janvier 2017 (frais de voyage et de subsistance de deux membres originaires d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est) ^a			
			Trente-quatrième réunion du Groupe de travail de l'application, tenue à Stockholm les 26 et 27 septembre 2017 (frais de voyage et de subsistance de deux membres du Groupe de travail originaires d'Europe orientale et d'Europe du Sud-Est et d'un membre du secrétariat)	3 148	La Suède a accueilli la réunion du Groupe de travail	5 000
			Trente-cinquième réunion du Groupe de travail de l'application, tenue à Genève les 20 et 21 février 2018 (frais de voyage et de subsistance pour un membre originaire d'Europe du Sud-Est ; frais de voyage et de subsistance d'un membre du Groupe de travail originaire d'Europe orientale financés par la Norvège)	3 072		
			Trente-sixième réunion du Groupe de travail de l'application, tenue à Munich (Allemagne) les 14 et 15 juin 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un membre originaire d'Europe du Sud-Est et frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat ; et frais de voyage et de subsistance d'un membre du Groupe de travail originaire d'Europe orientale financés par la Norvège)	3 948	L'Allemagne a accueilli la réunion du Groupe de travail	5 000
	Réunions du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels et du groupe d'experts de la rétention des eaux d'extinction d'incendie	20 000	Les réunions suivantes ont été tenues :			

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			Seizième réunion du Groupe mixte d'experts, tenue à Dnipro (Ukraine), 18 mai 2017, immédiatement après l'atelier final du projet sur l'amélioration des connaissances en matière de sécurité des résidus miniers (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat financés par l'Allemagne, voir les dépenses relatives à l'atelier final ci-dessous)	—		
			Première réunion du groupe d'experts de la rétention des eaux d'extinction d'incendie, tenue à Genève le 17 janvier 2017	574	Frais de voyage et services d'experts : Tchéquie et Finlande (un expert chacun) ; Allemagne (trois experts) ; et Hongrie, Pologne, Suède et Suisse (un expert chacun), avec également des contributions de la Commission internationale pour la protection du Danube	27 000
			Deuxième réunion du groupe d'experts de la rétention des eaux d'extinction d'incendie, tenue à Budapest les 20 et 21 juin 2017 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat)	1 231	La Hongrie a accueilli une réunion du groupe d'experts. Frais de voyage et services d'experts financés par la Finlande (un expert), l'Allemagne (deux experts) et la Suède (un expert)	14 500
			Dix-septième réunion du Groupe mixte d'experts et troisième réunion du groupe d'experts de la rétention des eaux d'extinction d'incendie, tenues conjointement à Slubice (Pologne) le 6 septembre 2017, immédiatement après l'exercice d'intervention transfrontière et le séminaire sur la rétention des eaux d'extinction d'incendie (financement fourni par l'Allemagne pour les frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire et de quatre experts, en plus de l'organisation de la réunion; et voir ci-dessus les dépenses afférentes à l'exercice d'intervention transfrontière)	—	Frais de voyage et services d'experts financés par la Finlande (un expert), l'Allemagne (trois experts), la Hongrie, la Pologne, la Suède et la Suisse (un expert) et la Commission internationale pour la protection du Danube (un expert)	24 000

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			Quatrième réunion du groupe d'experts de la rétention des eaux d'extinction d'incendie, tenue à Édimbourg (Royaume-Uni) le 18 janvier 2018 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat)	1 038	Le Royaume-Uni a accueilli la réunion. Frais de voyage et services d'experts financés par la Finlande (un expert), l'Allemagne (deux experts) et la Suède et la Suisse (un expert chacune)	17 500
			Dix-huitième réunion du Groupe mixte d'experts, tenue à Tsaghkadzor (Arménie) le 7 septembre 2018, immédiatement après une formation de formateurs menée dans le cadre du projet sur l'amélioration de la sécurité des résidus, en Arménie et en Géorgie (financement par l'Allemagne ; frais de voyage et de subsistance de quatre experts originaires d'Europe orientale et du Sud-Est et d'Asie centrale)	4 540 (projection)	L'Allemagne a financé les frais de voyage d'un membre du Groupe conjoint d'experts originaire d'Asie centrale et les frais de voyage et d'hébergement d'un fonctionnaire du secrétariat, dans le cadre de son financement global du projet (voir « Autres activités d'aide » ci-dessous)	2 000
Total partiel		140 000		78 050		117 200
Gestion générale des programmes	Autres activités de secrétariat (gestion des ressources humaines et financières et autres activités de gestion, tâches administratives nécessaires au bon fonctionnement du Groupe de la sécurité industrielle de la CEE et établissement de rapports sur des questions techniques et administratives dans le cadre du secrétariat de la CEE)	-				
Total partiel		-				
Total de la section I				120 879 (projection)		

Activités prévues au titre du plan de travail			Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
Domaine d'activité	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
Total de la section I, y compris prélèvement de 13 % opéré au titre des dépenses d'appui aux programmes		955 000		136 593 (projection)		339 700
II. Autres activités, y compris les activités d'aide aux pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale et du Sud-Est						
Programme d'aide ^b	Appui à l'application de la stratégie définie dans le Programme d'aide au moyen de réunions d'experts et de réunions de haut niveau tenues aux échelons national et sous-régional et appui à l'établissement d'autoévaluations et de plans d'action (à déterminer)	100 000 (estimation)	Formation conjointe de formateurs PNUE/OCHA et CEE sur l'environnement, les situations d'urgence et les activités industrielles dangereuses, tenue à Almaty (Kazakhstan) les 25 et 26 octobre 2017 (frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat couverts par le Groupe conjoint de l'environnement PNUE/Bureau de la coordination des affaires humanitaires)	–		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer, mais en coopération avec le Centre régional pour l'environnement en Europe centrale et orientale		Mission de sensibilisation de haut niveau menée à Kiev le 18 avril 2018 (financement assuré par l'Allemagne ; frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat et d'un expert originaire d'Europe orientale et subvention au bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Ukraine pour l'organisation de réunions)	8 811	Frais de voyage et services d'expert financés par la Commission européenne, l'Allemagne et la Slovaquie (un expert chacun)	9 000
	Projet visant à améliorer l'application de la Convention et à promouvoir l'adhésion à celle-ci parmi les pays d'Asie centrale, notamment au moyen de l'organisation de séminaires		Atelier de sensibilisation à la Convention sur les accidents industriels organisé pour le Kirghizistan et l'Ouzbékistan à Genève le 6 juin 2018, en coopération avec l'OSCE	–		
			Réunion d'un groupe national d'experts pour le Kirghizistan à Bichkek du 16 au 18 mai 2017 (financement assuré par la Fédération de Russie ; frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat et de trois experts et subvention versée au bureau du PNUD au	6 436	Le Kirghizistan a accueilli la réunion	2 500

Domaine d'activité	Activités prévues au titre du plan de travail		Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
	nationaux dans cinq pays en 2017-2018, d'une aide à l'établissement d'auto-évaluations et de plans d'action et de la tenue d'un atelier sous-régional (Kirghizistan, 2018), la fin du projet étant prévue pour 2019		Kirghizistan pour l'organisation des réunions)			
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : Fédération de Russie, éventuellement avec le soutien d'autres parties pour les réunions d'experts nationales		Réunion d'un groupe national d'experts pour le Kazakhstan à Borovoe (Kazakhstan), du 20 au 22 juin 2017 (financement assuré par la Fédération de Russie ; frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat et de deux experts)	1 665	Une subvention pour l'organisation de la réunion a été accordée dans le cadre des dialogues nationaux sur les politiques de gestion intégrée des ressources en eau menés par la CEE dans le cadre de l'Initiative européenne pour l'eau	9 850
			Réunion d'un groupe national d'experts pour le Turkménistan à Achgabat, 24-26 janvier 2018 (financé par la Fédération de Russie ; frais de voyage et de subsistance pour un fonctionnaire du secrétariat et pour trois experts et subvention versée au bureau du PNUD au Turkménistan pour l'organisation des réunions)	7 856		
		215 000	Réunion d'un groupe national d'experts pour l'Ouzbékistan à Tachkent, 7-9 février 2018 (financé par la Fédération de Russie ; frais de voyage et de subsistance pour un fonctionnaire du secrétariat et pour deux experts et subvention versée au bureau du PNUD en Ouzbékistan pour l'organisation des réunions)	10 736		
			Réunion d'un groupe national d'experts pour le Tadjikistan à Douchanbé, du 13 au 15 mars 2018 (frais de voyage et de subsistance pour un membre du secrétariat et pour deux experts et subvention au bureau du PNUD au	9 417		

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
			Tadjikistan pour l'organisation des réunions)			
			Atelier sous-régional pour l'Asie centrale, 25 et 26 septembre 2018 (financé par la Fédération de Russie ; frais de voyage et de subsistance pour un fonctionnaire du secrétariat et pour deux experts et subvention versée au bureau du PNUD au Kazakhstan pour l'organisation de réunions)	34 434 (projection)	La salle de réunion a été mise à disposition par le Centre pour les situations d'urgence et la réduction des risques de catastrophe en Asie centrale ; L'OSCE a financé les frais de voyage pour 11 représentants originaires d'Asie centrale ; la Hongrie a fourni des services d'expert (un expert) et la Fédération de Russie et la Slovénie ont financé des frais de voyage et fourni des services d'expert (un expert chacun)	21 200
			Évaluation de projets	6 000 (projection)		
			Élaboration d'un guide sur les principales exigences de la Convention pour l'Asie centrale	15 000 (projection)		
	Activités menées dans le prolongement du projet relatif au delta du Danube pour mettre au point le plan d'urgence commun et faciliter l'élaboration d'un protocole entre les trois pays concernés	200 000 (estimation)	Non mises en œuvre en raison du manque de ressources financières	–		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer					
	Deux missions de conseil	20 000	Non mises en œuvre en tant qu'activités distinctes	–		
	Renforcement des moyens dont les pays d'Europe du Sud-Est disposent pour appliquer les dispositions de l'annexe I modifiée de la	100 000	Atelier sous-régional pour l'Europe du Sud-Est sur la prévention des accidents industriels, tenu à Zagreb du 21 au 23 février 2017 (financement fourni par la Norvège et l'Union européenne par l'intermédiaire de l'Instrument	3 352	L'Union européenne a financé l'organisation de l'atelier par l'intermédiaire du programme TAIEX ; frais de voyage et services d'expert fournis par l'Union européenne, les	44 000

Domaine d'activité	Activités prévues au titre du plan de travail		Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
	Convention au moyen d'un atelier sous-régional sur la gestion des produits chimiques et le recensement et la notification des activités dangereuses organisé en coopération avec des partenaires, notamment la Division des transports de la CEE, responsable du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (Zagreb, février 2017) <i>Organisation d'appui :</i> L'Instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de l'Union européenne (TAIEX) et en coopération avec le Centre régional pour l'environnement en Europe centrale et orientale		d'assistance technique et d'échange d'informations de la Commission européenne (TAIEX) ; frais de voyage et de subsistance pour trois fonctionnaires du secrétariat		Pays-Bas, la Slovénie et le Royaume-Uni (un expert chacun) et services d'expert fournis par la Suisse (un expert)	
	Renforcement des moyens dont les pays d'Europe orientale et du Caucase disposent pour appliquer les dispositions de l'annexe I modifiée de la Convention, au moyen d'un atelier sous-régional sur la gestion des produits chimiques et le recensement et la	100 000	Atelier sous-régional pour le Caucase et l'Europe orientale sur la prévention des accidents industriels, tenu à Minsk du 11 au 13 avril 2017 (financement assuré par la Norvège et l'Allemagne ; frais de voyage et de subsistance pour trois fonctionnaires du secrétariat et un expert et subvention versée au bureau du PNUD au Bélarus pour l'organisation de réunions)	44 316	Le Bélarus a accueilli l'atelier. Frais de voyage et services d'expert assurés par l'Union européenne (trois experts), la Hongrie et la Slovénie (un expert chacun) ; et mise à disposition de services d'expert par la Suisse (un expert)	47 000

Activités prévues au titre du plan de travail			Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
Domaine d'activité	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
	notification des activités dangereuses organisé en coopération avec des partenaires, notamment la Division des transports de la CEE, responsable du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (Minsk, avril-mai 2017)					
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : Bélarus, avec l'appui financier de l'Allemagne et de la Norvège					
Autres activités d'aide	Activités concernant la gestion des risques dans les installations de gestion des résidus en Géorgie (2017)	200 000	Formation de formateurs dans le cadre du projet sur l'amélioration de la sécurité des résidus en Arménie et en Géorgie, menée à Tsaghkadzor (Arménie) du 4 au 6 septembre 2018 (financement fourni par l'Allemagne ; frais de voyage et de subsistance résiduels d'un fonctionnaire du secrétariat)	314 (projection)	L'Allemagne finance le projet relatif à l'amélioration de la sécurité des résidus en Arménie et en Géorgie au moyen d'une contribution directe en nature	200 000
	<i>Pays chef de file</i> : Allemagne					
	Activités concernant la gestion des risques dans les installations de gestion des résidus dans certains pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale	200 000 (estimation)	Atelier de lancement dans le cadre du projet de la CEE visant à renforcer la sécurité des opérations minières, en particulier des installations de gestion des résidus, au Kazakhstan et dans d'autres pays d'Asie centrale, prévu à Astana les 7 et 8 novembre 2018 (financement fourni par la Suisse ; frais de voyage et de subsistance d'un fonctionnaire du secrétariat et subvention au Centre de l'Initiative sur l'eau pour l'organisation de l'atelier) ^b	16 884 (projection)	Frais de voyage et services d'experts : Allemagne, Finlande et Tchéquie (un expert chacun) ; l'Allemagne financera les frais de voyage et d'hébergement d'un représentant de l'ONG Eco-Peace	10 000

Domaine d'activité	Activités prévues au titre du plan de travail		Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)			Valeur estimée des contributions en nature
	Activités prévues	Budget prévu	Activités exécutées (nature des dépenses)	Dépenses	Contributions en nature	
	<i>Pays chef de file :</i> à déterminer					
Activités de sensibilisation et de communication menées dans d'autres régions	Activités visant à promouvoir et faire mieux connaître la Convention, notamment en dehors de la région de la CEE (production de supports d'information et établissement d'un réseau de contacts)	10 000	Sensibilisation, en coopération avec les organisations partenaires	—		
	<i>Organes/organisations d'appui :</i> CEE et, éventuellement, d'autres commissions régionales et les pays chefs de file					
Système de notification des accidents industriels de la CEE	Consultations destinées à permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du Système de notification des accidents industriels de la CEE et les mesures de préparation et d'intervention à prendre en vue de réduire les risques de catastrophe (ces consultations pourraient nécessiter la présence physique des participants, ce qui ferait augmenter le montant des dépenses, qui avoisinerait alors 40 000 dollars)	10 000	Mise en œuvre électronique en novembre 2018	—		
	<i>Pays/organisation chef de file :</i> à déterminer					

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
Total de la section II				165 222 (projection)		
Total de la section II, y compris le prélèvement de 13 % opéré au titre des dépenses d'appui aux programmes		1 155 000		186 700 (projection)		343 550
Total des activités (sections I et II, y compris 13 % au titre des dépenses d'appui aux programmes)		2 110 000		323 293 (projection)		
III. Dépenses de personnel						
	Administrateurs, ressources extrabudgétaires (42 mois de travail)		Spécialiste des questions d'environnement (janvier-décembre 2017 et janvier- décembre 2018)	292 643 (projection)		
			Spécialiste des questions d'environnement (janvier-décembre 2017, janvier-décembre 2018, dont en congé spécial sans traitement d'avril à août 2018)	227 213 (projection)		
			Consultants apportant un appui au secrétariat (mars-décembre 2018 et avril-juin 2018, en plus des services de consultants fournis en novembre-décembre 2017 et septembre 2018, lesquels ont été financés par le budget ordinaire de l'ONU)	63 400 (projection)		
	Agents des services généraux, ressources extrabudgétaires (11 mois de travail)	140 000	Pas de fonds disponibles	—		
Total de la section III				583 356 (projection)		—

<i>Activités prévues au titre du plan de travail</i>			<i>Activités exécutées au titre du plan de travail (y compris projections concernant les activités devant être menées entre juillet et décembre 2018)</i>			<i>Valeur estimée des contributions en nature</i>
<i>Domaine d'activité</i>	<i>Activités prévues</i>	<i>Budget prévu</i>	<i>Activités exécutées (nature des dépenses)</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Contributions en nature</i>	
	Total de la section III, y compris le prélèvement de 13 % opéré au titre des dépenses d'appui aux programmes			659 192 (projection)		—
	Total des dépenses (sections I, II et III, toutes activités et dépenses de personnel confondues, y compris le prélèvement de 13 % opéré au titre des dépenses d'appui aux programmes)			982 485 (projection)		683 250

^a Les frais de voyage et de subsistance pour la participation de deux membres à la réunion du Groupe de travail avaient pour l'essentiel déjà été engagés et comptabilisés en 2016.

^b Les activités menées dans le cadre du projet visant à renforcer la sécurité des opérations minières, en particulier des installations de gestion des résidus, au Kazakhstan et dans d'autres pays d'Asie centrale se déroulent dans le cadre du programme d'aide pour la période 2018-2019.